

Procès-verbal de séance du conseil municipal
Mardi 24 octobre 2006 à 20h30

Convocation du 18 octobre 2006

Etaient présents tous les conseillers municipaux, en exercice, Mesdames et Messieurs:
Bonnardel Alain, Clément Jean-Luc, Cornil Jean-Marc, Duc Serge, Fernandez Vincent,
Gabanou Agnès, Galmiche Françoise, Ligozat Jeannin, Meunier Michel, Michalinoff Jacques,
Paul Claude, Pelloux Suzanne, Raizin Stéphane, sauf

Absents : Garcin André

Excusés : Sabine Luszczynski représentée par Alain Bonnardel

Présents : 13 *Votants* : 14

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes.

Ordre du jour :

- ? Traverse du village (avenant N°1 au marché ABRACHY)
Rapport de présentation consultable en mairie
- ? PLU : Création d'une ZAP (zone agricole protégée)
- ? Renouvellement des contrats de travail (Mme Arthaud et Raieviski)
Création du poste d'agent de service polyvalent / CDI 17h30
- ? Conclusions de l'étude hydrogéologique du massif de Céüze
- ? Questions diverses

M. le Maire remercie les membres présents et ouvre la séance.

? **Conclusions de l'étude hydrogéologique du massif de Céüze :**

Le maire rappelle que le rapport hydrogéologique du massif de Céüze est depuis réception en mairie, à la disposition du public pour consultation, puis il remet copie des conclusions de l'étude à tous les conseillers et donne la parole à Matthieu Allain Launay, spécialiste en la matière.

M. Allain Launay s'étonne qu'un hydrogéologue reconnu (Téthys) ait lui-même signé une telle analyse sans conditionnel, alors que

- les conditions hydrologiques, hydrogéologiques et climatiques ne permettent pas de penser que la nappe dans laquelle a été effectuée le pompage, ainsi que la nappe alimentant les sources de la commune de Sigoyer, étaient en situation d'étiage au moment des essais

- les conditions de mise en œuvre des essais ne sont pas de nature à garantir la fiabilité des calculs réalisés (pas de stabilisation totale du rabattement de la nappe entre deux paliers, protocole interrompu avant que le niveau de la nappe n'ait retrouvé son niveau initial après les pompages

- enfin la durée des essais est insuffisante pour caractériser l'impact d'un pompage estimé à 130 jours environ, pour remplir la réserve collinaire

Affirmer qu'il n'y aura pas d'impact alors que l'installation fonctionnera au moins 130 jours !
(cf. avis de la DDASS du 29.06.06 « ...avis défavorable à ce projet. En effet, l'essai de pompage réalisé par le bureau d'études Téthys ne précise pas l'influence que le projet de forage destiné au remplissage de la réserve collinaire pourrait avoir sur les ressources en eau du plateau de Céüze qui alimentent les communes avoisinantes. Conformément à la demande des maires des communes limitrophes (Pelleautier et Sigoyer), un suivi du débit de leurs ressources en eau devra être réalisé pendant une **campagne de pompage relativement longue** afin d'estimer l'impact éventuel de ce

prélèvement sur les ressources en eau des communes situées au pied du massif de Céüse ainsi que sur le réseau hydrographique local... »

De plus, la conclusion du rapport est très ciblée sur la mère de l'Aygue, qu'en sera-t-il des sources des autres communes riveraines ?

Enfin, le périmètre de protection de la mère de l'Aygue s'étend bien au-delà des limites de la faille (éperon long rocheux étanche de marnes séparant les aquifères)...

Après cet avis favorable, le préfet pourrait délivrer le récépissé de déclaration et les travaux pourraient être réalisés.

Problème de fond :

M. Meunier s'étonne que le préfet n'ait pas fait appel à un bureau d'expert indépendant pour cette étude (Téthys s'occupe du projet de Céüse) alors qu'il y a contestation.

Serge Duc pense qu'en cas d'issue judiciaire, une expertise indépendante pourra être demandée.

S Raizin s'étonne des conclusions prises sur une étude obtenue sans aucune démarche scientifique puisque l'expérience n'est pas reproductible, la société Téthys ne s'est pas placée dans les conditions optimales pour la reproduire.

V. Fernandez souhaite que les conseillers affichent une position ferme et définitive pour sauvegarder notre ressource en eau.

Il est possible de bloquer la décision du préfet par une action en référé (action suspensive) auprès du TA, mais la demande doit être légitime.

JMichalinoff rappelle que la commune est gestionnaire directe de l'eau et doit en assurer la distribution sans faillir, Il s'agit de faire appliquer le principe de précaution sur un problème d'eau très concret.

Certaines associations nationales (SAPN, mountain wilderness) et locales (quartier du Forest) souhaitent se regrouper pour réagir. Devons-nous les soutenir financièrement ou agir directement ? Certains élus craignent que l'action des associations soit davantage environnementale alors que la commune se défend de prendre position sur le projet d'enneigement artificiel.

Démarches :

Prendre une délibération argumentée pour contester les conclusions du rapport et garantir le principe de précaution, rencontrer les élus de Pelleautier et voter pour une action directe devant le TA.

Après débat, le conseil municipal, à l'unanimité (10 pour, 2 contre, 2 abst)

Décide, après information de la population en réunion publique, d'agir contre la décision de M. Le Préfet devant le TA.

Le soutien financier des associations ne se pose plus.

? Traverse du village (avenant N°1 au marché ABRACHY) *Rapport de présentation consultable en mairie*

Le maire rappelle au CM qu'il y a lieu de signer un avenant pour prendre en compte l'augmentation de la masse des travaux prévue au marché initial

Des travaux supplémentaires ont été réalisés durant ce chantier (réseaux hors agglomération, déplacement de la fontaine, sablage du bassin ...)

✍ Marché initial 457 332.65 € HT

✍ Avenant N°1 475 094.35 € HT soit une augmentation de 3.79%.

Vote : adopté à l'unanimité.

Le maire fait part d'un courrier de la DDE concernant des travaux pour lesquels aucun accord n'a pu intervenir entre la commune et un riverain, et dont l'exécution devait normalement être assurée par ce riverain.

Ces travaux tardent à venir et bien que situés en terrain privé, génèrent au droit de l'alignement des désordres importants susceptibles d'entraîner des problèmes de sécurité notamment pour les piétons.

Ces espaces étant libres de circulation, il conviendrait, pour éviter tout contentieux malheureux, que le riverain procède rapidement à des travaux.

Si la situation devait perdurer, il conviendrait que la commune mette en œuvre les travaux minimum au droit de l'alignement pour assurer la sécurité.

**? Renouvellement des contrats de travail (Mme Arthaud et Raievski)
Création du poste d'agent de service polyvalent / CDI 17h30**

Les contrats à durée déterminée dont bénéficient Mme Arthaud et Raievski ne peuvent plus être renouvelés dans le cadre légal, par avenant.

Il convient alors de créer un emploi d'agent de service polyvalent (ASP) et d'établir pour chacune d'elle un contrat à durée indéterminée sur une durée hebdomadaire légale ne pouvant excéder le mi-temps soit 17 h30 (loi du 26.07 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique territoriale).

Rémunération sur la base de l'indice brut 296 (IM 288) augmenté d'heures complémentaires le cas échéant.

Ces contrats entreront en vigueur au 1^{er} septembre 2006, (effet rétroactif).

Adopté à l'unanimité.

? PLU : Création d'une ZAP (zone agricole protégée)

Une procédure permet de protéger les zones agricoles, il s'agit de la ZAP (zone agricole protégée), protection supplémentaire dans un espace périurbain, cette mesure permet une protection de la richesse du patrimoine naturel associé à l'activité agricole, pour affirmer une volonté de développement agricole durable.

Instituée par arrêté du Préfet, la délimitation de ces zones est annexée au PLU, le changement de destination des parcelles de cette zone n'est possible que sur décision motivée du Préfet après avis de la chambre d'agriculture et de la commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA). Ce sera la première dans le département.

Agnès Gabanou signale qu'un projet permettant aux agriculteurs d'obtenir une compensation alors qu'ils n'auront plus de droit à construire (sauf dans le cadre de la décohabitation), est en cours d'élaboration.

C.Paul affirme que de nombreux propriétaires fonciers, anciens agriculteurs, seront lésés par cette mesure. Ce sujet sera abordé lors d'une prochaine séance.

Vote pour la création d'une ZAP: adopté à 12 voix, 2 oppositions.

? Questions diverses :

Affaire Habert : Le maire annonce qu'il a été entendu par le juge d'instruction en qualité de témoin assisté et a été mis en examen, mais en qualité de **Maire de la commune** de Sigoyer, ce qui n'était pas le cas auparavant. Le procureur prendra alors la décision pour un jugement en tribunal correctionnel ou conclura au non-lieu.

Courrier Busin : M. Le Maire revient sur l'affaire concernant le courrier de M. Pierre Busin relaté lors du dernier conseil municipal. Il rappelle que courant mai, l'assureur de M. Gérard Bonnardel a demandé une expertise sur site de ce cabanon car son client en revendique la propriété. Or ce cabanon n'a aucune existence légale, n'est pas cadastrée ne fait l'objet d'aucune servitude dans aucun acte de vente ; il a été demandé à l'expert de justifier la propriété de la source (reconnue par servitude au bénéfice de MM Hives) et du cabanon ; le locataire ne peut pas demander la démolition du cabanon tant que l'expert n'a pas rendu son avis.

Fourrière : la décision sera prise au prochain budget.

Passage du rallye hivernal : RD219 et routes communales N°4 et 5

J. Michalinoff regrette que les routes communales (dont l'entretien obligatoire représente une importante dépense budgétaire annuelle pour la commune) soient empruntées et puissent être dégradées...A. Gabanou rappelle une fois de plus les risques encourus par les usagers et les riverains... autorisation accordée à 8 voix contre 6.

Revendications des habitants des Parots : (voirie, caniveaux, éclairage public, mouches ...)

Le maire fait part du courrier adressé par l'association et demande à une commission de se rendre sur place pour trouver des solutions avec les habitants. Stéphane Raizin, Agnès Gabanou, Claude Paul, Suzanne Pelloux, Vincent Fernandez se rendront à leur rencontre.

En matière d'éclairage public, Stéphane Raizin rappelle que la fédération départementale aidera les communes qui mettront en place des économies d'énergie, mais rajouter des points d'éclairage va à l'opposé de ces mesures.

ONF et Voirie :

Dans le cadre de l'entretien annuel des voies communales, il a été procédé, ce printemps, au goudronnage de la voie des graviers (départ de la route forestière de Céüze) or le passage régulier des grumiers (environ 250 cet été) qui exploitent la forêt pour l'ONF a entraîné une très forte dégradation du revêtement (arrachage du goudron et ornières profondes) ; un accord amiable avec l'ONF a été envisagé (suppression de la redevance pour le captage de la source « mère de l'Aygue » contre l'autorisation de passage sur cette voie) mais refusé, toutefois, le maire rappelle que le tonnage pourrait être limité par arrêté municipal.

Un courrier sera adressé à l'ONF pour la remise en état de cette route.

STEP et Assainissement :

Belle réalisation, la station d'épuration des Dômes est opérationnelle depuis le 15 octobre et sera bientôt réceptionnée. Une journée de visite pour la population est prévue le dimanche 5 novembre à 11 heures.

Terrain de foot : les adolescents souhaitent que le terrain soit tondu plus régulièrement.

Abribus : Bel ouvrage qui assure la sécurité des usagers, il serait souhaitable de faciliter l'accès par la passerelle en taillant l'arbuste et en goudronnant ou pavant la partie gravillonnée.

Zone 30 : signalisation, ou marquage plus insistant (blanc, couleur, pavés ??) le maire délègue ce choix d'option à quelques conseillers qui rencontreront le responsable DDE.

Table d'orientation de St Laurent :

Il semblerait qu'elle contienne de grossières erreurs de localisation et des oublis importants.

M. Meunier rappelle que le bureau d'études a procédé par photographie du panorama transposé ensuite en couronne par un infographiste ; les textes ont été conçus par une commission constituée de M. Robert, E. Gerbaud, E Dupland, J. Maero et M. Meunier.

Toujours dans le cadre du programme villages perchés, 2 panneaux de lecture en lave émaillée (80X40) seront posés sur le mur de l'ancien lavoir et relateront l'histoire ancienne de Sigoyer.

Panneau d'affichage : le panneau d'affichage de la salle des 2 Céüze est beaucoup trop exigü ; il serait souhaitable afin d'éviter l'affichage sauvage, de replacer l'ancien panneau à l'entrée de la passerelle. Les employés communaux s'y emploieront.

Mariage Frédéric Paul : M. Claude Paul, conseiller municipal remercie le maire de lui avoir permis de célébrer le mariage de son fils le samedi 21 octobre et offre à cette occasion le champagne à toute l'assemblée.

La séance est levée à 0 H 14

Délibérations du conseil municipal :

- ? Traverse du village (avenant N°1 au marché ABRACHY)
- ? PLU : Création d'une ZAP (zone agricole protégée)
- ? Renouvellement des contrats de travail (Mme Arthaud et Raievski)
Création du poste d'agent de service polyvalent / CDI 17h30
- ? Conclusions de l'étude hydrogéologique du massif de Céüze

Lu et approuvé, les conseillers